

COMMUNE DE MOUTHE

PROCÈS VERBAL DE LA RÉUNION PUBLIQUE DU CONSEIL MUNICIPAL

VENDREDI 20 MARS 2026

Les convocations ont été adressées aux membres du Conseil Municipal de Mouthe le 16 mars 2026 par courriel.

Étaient présents : Maud SALVI, Maxime THIONNET, Sylvie BERTHET, Thierry HAGLON, Céline BAILLY, Julien LETOUBLON, Patricia GRESS, Alexandre BERTHET-TISSOT, Sonia BAILLY, Julien CHABERT, Emilie CLERGET, Benoit COLOMBO, Cécile TROTIN, Christophe BENOIT, Sandra SALVI

Était absent excusé : néant

Était absent : néant

Procuration donnée : néant

Secrétaire de séance : Sylvie BERTHET

L'ordre du jour est :

- Election du maire
- Détermination du nombre d'adjoints
- Election des adjoints
- Lecture de la Charte de l'élu local
- Délégations consenties au maire par le conseil municipal

Affaire n° 1– Election du maire

DEL2026_34

Voir procès-verbal de l'élection du maire et des adjoints, annexé au présent compte-rendu.

Affaire n° 2 – Détermination du nombre d'adjoints

DEL2026_35

En application des articles L.2122-1 et L.2122-2 du CGCT, la commune doit disposer au minimum d'un adjoint et au maximum d'un nombre d'adjoints correspondant à 30 % de l'effectif légal du conseil municipal, soit quatre adjoints au maire au maximum. Il a rappelé qu'en application des délibérations antérieures, la commune disposait, à ce jour, de trois adjoints.

Au vu de ces éléments, le conseil municipal, après vote à bulletin secret, décide de créer trois postes d'adjoints, par 13 voix Pour et 2 Bulletins Blanc.

Affaires n° 3– Procès-verbal de l'élection des adjoints

DEL2026_36

Voir procès-verbal de l'élection du maire et des adjoints, annexé au présent compte-rendu.

Affaire n° 4 – Lecture de la Charte de l'Élu Local et dispositif de référent déontologue

DEL2026_37

L'installation du conseil municipal effectuée, lecture est faite aux conseillers municipaux de la Charte de l'Élu local dont une copie est communiquée en séance à chacun. Cette charte rappelle les principes fondamentaux du mandat : impartialité, probité, intégrité, prévention des conflits d'intérêts et poursuite exclusive de l'intérêt général.

La collectivité ayant adhéré, par délibération, au dispositif de référent déontologue de l'élu porté par le Centre de Gestion, il est rappelé que chaque élu peut saisir le référent déontologue (saisie volontaire, individuelle, confidentielle). Le référent déontologue n'a aucun pouvoir de sanction. Il accompagne les élus pour sécuriser l'exercice du mandat et peut notamment les aider à prévenir les conflits d'intérêts ou à apprécier certaines situations sensibles. Le conseil municipal est informé de l'accompagnement des élus par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Doubs sur les questions de déontologie des élus. Une fiche de contact est distribuée à chacun des conseillers municipaux.

Affaire n° 5 – Délégations consenties au maire par le conseil municipal

DEL2026_38

Le Maire expose que les dispositions du code général des collectivités territoriales (article L 2122-22) permettent au conseil municipal de déléguer au maire un certain nombre de ses compétences.

Dans un souci de favoriser une bonne administration communale et après en avoir délibéré, le Conseil municipal, par 14 voix Pour, Maud SALVI, maire, ne participant pas au vote, décide, pour la durée du présent mandat, de confier à Madame le maire, les délégations suivantes :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

2° De fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal (par exemple : de 2500 € par droit unitaire*), les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;

3° De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal (500 000 € par exemple: d'un montant unitaire ou annuel de 1,5 Million d'€*), à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L 1618-2 et au a de l'article [L. 2221-5-1](#), sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires. Les délégations consenties en application du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;

12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

13° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

14° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L 211-2 ou au premier alinéa de l'article [L. 213-3](#) de ce même code dans la limite de 500 000 € pour les opérations foncières et de 500 000 € pour l'acquisition de bâtiments ;

15° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle. Cette délégation est consentie tant en demande qu'en défense et devant toutes les juridictions ; Le maire pourra également porter plainte au nom de la commune et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € (commune de moins de 50 000 habitants) ;

16° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 20 000 € par sinistre ;

17° De donner, en application de l'article [L. 324-1](#) du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

18° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 500000 € par année civile ;

19° D'exercer au nom de la commune, le droit de préemption sur les fonds artisanaux, les fonds de commerce, les baux commerciaux et les terrains faisant l'objet de projets d'aménagement commercial ; les conditions d'exercice de cette délégation seront précisées ultérieurement par le conseil municipal pour définir le périmètre d'exercice de cette délégation ;

20° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux [articles L. 240-1 à L. 240-3](#) du code de l'urbanisme ;

21° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et [L. 523-5](#) du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

22° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

23° De demander à tout organisme financeur, l'attribution de subventions ;

24° De procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

25° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

26° D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L 123-19 du code de l'environnement ;

27° D'admettre en non-valeur les titres de recettes, ou certaines catégories d'entre eux, présentés par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur à 2 000 € ;

28° Définir les conditions d'utilisation et d'occupation des salles polyvalente, convivialité et annexes, ainsi que des salles de la mairie ;

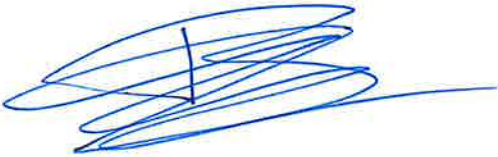
29° De recruter un agent contractuel en cas de surcharge de travail, voir d'un agent absent, tous services confondus au sein de la collectivité ;

Le maire s'engage à rendre compte au conseil municipal des décisions prises sous couvert de ces délégations.

La séance est levée à 21 heures.

Affichage : 26 mars 2026

La secrétaire de séance,
Sylvie BERTHET



Madame le maire,
Maud SALVI



DÉPARTEMENT

DOUBS

COMMUNE :

Toutes les communes

MOUTHE

ARRONDISSEMENT

PONTARLIER

Élection du maire et des adjoints

Effectif légal du conseil municipal

15

Nombre de conseillers en exercice

15

PROCÈS-VERBAL

DE L'ÉLECTION DU MAIRE ET DES ADJOINTS

L'an deux mille vingt six, le vingt du mois de MARS à vingt heures huit minutes, en application des articles L. 2121-7 et L. 2122-8 du code général des collectivités territoriales (CGCT), s'est réuni le conseil municipal de la commune de Mouthé

Étaient présents les conseillers municipaux suivants (indiquer les nom et prénom d'un conseiller par case) :

SALVI Jaud		
THIONNET Nadine		
BERTHET Sylvie		
HAGLON Thierry		
BAILLY Sabine		
LETOUBLON Julien		
BERTHET-TISSOT Alexandre		
BAILLY Sonia		
CHABERT Julien		
CLERGÉT Emile		
TROTIN Cecile		
BENOIT Christophe		
SALVI Sandra		
GRESS Patricia		
COLOMBO Benoit		

Absents ¹ :

.....

.....

.....

1. Installation des conseillers municipaux ²

La séance a été ouverte sous la présidence de M SALVI Naud, maire (ou remplaçant en application de l'article L. 2122-17 du CGCT), qui a déclaré les membres du conseil municipal cités ci-dessus (présents et absents) installés dans leurs fonctions.

M m^{me} BERTHET Sylvie a été désigné(e) en qualité de secrétaire par le conseil municipal (art. L. 2121-15 du CGCT).

2. Élection du maire

2.1. Présidence de l'assemblée

Le plus âgé des membres présents du conseil municipal a pris la présidence de l'assemblée (art. L. 2122-8 du CGCT). Il a procédé à l'appel nominal des membres du conseil, a dénombré quinze conseillers présents et a constaté que la condition de quorum posée à l'article L. 2121-17 du CGCT était remplie³.

Il a ensuite invité le conseil municipal à procéder à l'élection du maire. Il a rappelé qu'en application des articles L. 2122-4 et L. 2122-7 du CGCT, le maire est élu au scrutin secret et à la majorité absolue parmi les membres du conseil municipal. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

2.2. Constitution du bureau

Le conseil municipal a désigné deux assesseurs au moins : M THIONNET Nassime
et INVERNIZZI

¹ Préciser s'ils sont excusés.

² Ce paragraphe n'est pas rempli lorsque l'élection du maire et des adjoints a lieu en cours de mandature.

³ Majorité des membres en exercice du conseil municipal ou nouvelle convocation sans condition de quorum.

2.3. Déroulement de chaque tour de scrutin

Chaque conseiller municipal, à l'appel de son nom, s'est approché de la table de vote. Il a fait constater au président qu'il n'était porteur que d'une seule enveloppe du modèle uniforme fourni par la mairie. Le président l'a constaté, sans toucher l'enveloppe que le conseiller municipal a déposée lui-même dans l'urne ou le réceptacle prévu à cet effet. Le nombre des conseillers qui n'ont pas souhaité prendre part au vote, à l'appel de leur nom, a été enregistré.

Après le vote du dernier conseiller, il a été immédiatement procédé au dépouillement des bulletins de vote. Les bulletins et enveloppes déclarés nuls par le bureau en application de l'article L. 66 du code électoral ont été sans exception signés par les membres du bureau et annexés au procès-verbal avec mention de la cause de leur annexion. Ces bulletins et enveloppes ont été annexés les premiers avec leurs enveloppes, les secondes avec leurs bulletins, le tout placé dans une enveloppe close jointe au procès-verbal portant l'indication du scrutin concerné. Il en va de même pour les bulletins blancs qui sont décomptés séparément et annexés au procès-verbal. Ils n'entrent pas en compte pour la détermination des suffrages exprimés, mais il en est fait spécialement mention dans les résultats des scrutins. Une enveloppe ne contenant aucun bulletin est assimilée à un bulletin blanc (article L. 65 du code électoral).

Lorsque l'élection n'a pas été acquise lors d'un des deux premiers tours de scrutin, il a été procédé à un nouveau tour de scrutin.

2.4. Résultats du premier tour de scrutin

a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote	0
b. Nombre de votants (enveloppes déposées)	15
c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral)....	0
d. Nombre de suffrages blancs (art. L. 65 du code électoral).....	1
e. Nombre de suffrages exprimés [b – c – d].....	14
f. Majorité absolue ⁴	8

INDIQUER LES NOM ET PRÉNOM DES CANDIDATS (dans l'ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	En chiffres	En toutes lettres
SALVI Gaud	14	Quatorze
.....
.....
.....
.....

⁴ La majorité absolue est égale, si le nombre de suffrages exprimés est pair, à la moitié plus un des suffrages exprimés ou, si le nombre des suffrages exprimés est impair, à la moitié du nombre pair immédiatement supérieur.

2.5. Résultats du deuxième tour de scrutin ⁵

- a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote
- b. Nombre de votants (enveloppes déposées)
- c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral)....
- d. Nombre de suffrages blancs (art. L. 65 du code électoral).....
- e. Nombre de suffrages exprimés [b - c - d].....
- f. Majorité absolue ⁴

INDIQUER LES NOM ET PRÉNOM DES CANDIDATS (dans l'ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	En chiffres	En toutes lettres
.....
.....
.....
.....
.....

2.6. Résultats du troisième tour de scrutin ⁶

- a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote
- b. Nombre de votants (enveloppes déposées)
- c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral)....
- d. Nombre de suffrages blancs (art. L. 65 du code électoral).....
- e. Nombre de suffrages exprimés [b - c - d].....

INDIQUER LES NOM ET PRÉNOM DES CANDIDATS (dans l'ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	En chiffres	En toutes lettres
.....
.....
.....
.....
.....

2.7. Proclamation de l'élection du maire

M. Mr. SALVI Naud a été proclamé(e) maire et a été immédiatement installé(e).

⁵ Ne pas remplir les 2.5 et 2.6 si l'élection a été acquise au premier tour.
⁶ Ne pas remplir le 2.6 si l'élection a été acquise au deuxième tour.

3. Élection des adjoints

Sous la présidence de M. Me. SALVI Naud
élu(e) maire (ou son remplaçant en application de l'article L. 2122-17 du CGCT), le conseil municipal a été invité à procéder à l'élection des adjoints.

3.1. Nombre d'adjoints

Le président a indiqué qu'en application des articles L. 2122-1 et L. 2122-2 du CGCT, la commune doit disposer au minimum d'un adjoint et au maximum d'un nombre d'adjoints correspondant à 30% de l'effectif légal du conseil municipal, soit quatre adjoints au maire au maximum. Il a rappelé qu'en application des délibérations antérieures, la commune disposait, à ce jour, de trois adjoints. Au vu de ces éléments, le conseil municipal a fixé à trois le nombre des adjoints au maire de la commune. Si un seul adjoint doit être élu, le président a rappelé qu'il est élu selon les mêmes modalités que le maire, à savoir au scrutin uninominal secret et à la majorité absolue (*dans ce cas de figure, ne pas remplir la partie 3.2 et passer directement à la partie 3.3*).⁷

3.2. Listes de candidats aux fonctions d'adjoint au maire

Le maire (ou son remplaçant) a rappelé que les adjoints sont élus au scrutin secret de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel parmi les membres du conseil municipal. **Chaque liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.** Si, après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus (art. L. 2122-4 et L. 2122-7-2 du CGCT).

Le conseil municipal a décidé de laisser un délai de cinq minutes pour le dépôt, auprès du maire, des listes de candidats aux fonctions d'adjoint au maire qui doivent comporter autant de conseillers municipaux que d'adjoints à désigner.

A l'issue de ce délai, le maire (ou son remplaçant) a constaté que une liste de candidats aux fonctions d'adjoint au maire avaient été déposées. Ces listes ont été jointes au présent procès-verbal. Elles sont mentionnées dans les tableaux de résultats ci-dessous par l'indication du nom du candidat placé en tête de chaque liste. Il a ensuite été procédé à l'élection des adjoints au maire, sous le contrôle du bureau désigné au 2.2 et dans les conditions rappelées au 2.3.

3.3. Résultats du premier tour de scrutin

a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote	<u>0</u>
b. Nombre de votants (enveloppes déposées)	<u>15</u>
c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral)....	<u>0</u>
d. Nombre de suffrages blancs (art. L. 65 du code électoral)	<u>1</u>

⁷ Rayer cette dernière phrase si au moins deux adjoints doivent être élus

e. Nombre de suffrages exprimés [b - c - d] 14

f. Majorité absolue ⁴ 8

INDIQUER LES NOM ET PRÉNOM DE CHAQUE CANDIDAT PLACÉ EN TÊTE DE LISTE (dans l'ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	En chiffres	En toutes lettres
Madame THIONNET	14	Quatorze
Emilie CLERGET		
Julien Lebaudon		
.....		
.....		

3.4. Résultats du deuxième tour de scrutin ⁸

a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote

b. Nombre de votants (enveloppes déposées)

c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral)....

d. Nombre de suffrages blancs (art. L. 65 du code électoral).....

e. Nombre de suffrages exprimés [b - c - d].....

f. Majorité absolue ⁴

INDIQUER LES NOM ET PRÉNOM DE CHAQUE CANDIDAT PLACÉ EN TÊTE DE LISTE (dans l'ordre alphabétique)	NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS	
	En chiffres	En toutes lettres
.....		
.....		
.....		
.....		

3.5. Résultats du troisième tour de scrutin ⁹

a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote

b. Nombre de votants (enveloppes déposées)

c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral)....

d. Nombre de suffrages blancs (art. L. 65 du code électoral).....

e. Nombre de suffrages exprimés [b - c - d].....

⁸ Ne pas remplir les 3.4 et 3.5 si l'élection a été acquise au premier tour.

⁹ Ne pas remplir le 3.5 si l'élection a été acquise au deuxième tour.

5. Clôture du procès-verbal

Le présent procès-verbal, dressé et clos, le 20 mars 2016,
à Vingt heures, neuf minutes
minutes, en double exemplaire ¹¹ a été, après lecture, signé par le maire (ou son remplaçant), le
conseiller municipal le plus âgé, les assesseurs et le secrétaire.

Le maire (ou son remplaçant),

Le conseiller municipal le plus âgé,

Le secrétaire,



Les assesseurs,

¹¹ Le premier exemplaire du procès-verbal est conservé au secrétariat de la mairie avec les déclarations de candidature et un exemplaire de la feuille de proclamation. Le second exemplaire doit être aussitôt transmis, avec toutes les autres pièces annexées, au représentant de l'État.

DÉPARTEMENT

COUBS

COMMUNE :

Toutes les communes

ARRONDISSEMENT

PONTARLIER

MOUTHE

EPCI à fiscalité propre :

CC Lacs et Montagnes du Haut Doubs

TABLEAU DU CONSEIL MUNICIPAL

(art. L. 2121-1 du code général des collectivités territoriales - CGCT)

Effectif légal du conseil municipal

15

L'ordre du tableau détermine le rang des membres du conseil municipal. Après le maire, prennent rang, dans l'ordre du tableau, les adjoints puis les conseillers municipaux.

L'ordre du tableau des adjoints est déterminé, sous réserve des dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 2122-7-2 et du second alinéa de l'article L. 2113-8-2 du CGCT, par l'ordre de nomination et, entre adjoints élus le même jour sur la même liste de candidats aux fonctions d'adjoints, par l'ordre de présentation sur cette liste.

L'ordre du tableau des conseillers municipaux est déterminé :

1° Par la date la plus ancienne de leur élection intervenue depuis le dernier renouvellement intégral du conseil municipal ;

2° Entre conseillers élus le même jour, par le plus grand nombre de suffrages obtenus ;

3° Et, à égalité de voix, par priorité d'âge.

Une copie du tableau est transmise au préfet au plus tard à 18 heures le lundi suivant l'élection du maire et des adjoints (art. R. 2121-2 du CGCT). Pour les communes de moins de 1000 habitants, est également adressée au préfet, dans les mêmes délais, la liste des conseillers communautaires résultant de l'application de l'article L. 273-11 du code électoral.

Ordre	Fonction ¹	Qualité (M. ou Mme)	NOM ET PRÉNOM	Date de naissance	Date de la plus récente élection à la fonction	Suffrages obtenus par le candidat (en chiffres)	Conseiller communautaire	
1	Maire	Mme	SALVI Haud	29/5/76	15/03/26	14	Gui	
2	Premier adjoint	M.	THIANNET Maxime	12/10/95	15/03/26	13	Gui	
3	2 ^e adjoint	Mme	CLERGÉT Emilie	16/07/84	15/03/26			
4	3 ^e adjoint	M.	LETOUBLON Julien	20/11/81	15/03/26			
5	Conseiller	Mme	BERTHET Sylvie	10/12/61	15/03/26			
6	Conseiller	M.	BENOIT Christoph	18/11/64	15/03/26			
7	Conseiller	M.	HAGLON Thierry	21/03/69	15/03/26			
8	Conseiller	Mme	GRESS Patrice	29/07/69	15/03/26			
9	Conseiller	Mme	SALVI Sandra	17/10/70	15/03/26			
10	Conseiller	M.	CHABERT Julien	24/06/81	15/03/26			
11	Conseiller	Mme	TRÉTIN Cecile	17/10/81	15/03/26			
12	Conseiller	M.	BERTHET-TISSOT Alexandre	19/03/83	15/03/26			
13	Conseiller	Mme	BAILLY Céline	14/04/83	15/03/26			
14	Conseiller	Mme	BAILLY Sarah	06/09/85	15/03/26			
15	Conseiller	M.	COLONBO Benoit	11/12/87	15/03/26			
16								

¹ Préciser : maire, adjoint (indiquer le numéro d'ordre de l'adjoint) ou conseiller.

17	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
18	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
19	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
20	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
21	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
22	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
23	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
24	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
25	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
26	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
27	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
28	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
29	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
30	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
31	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
32	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
33	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
34	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
35	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
36	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
37	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
38	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
39	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
40	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
41	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
42	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
43	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
44	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
45	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
46	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
47	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
48	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
49	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
50	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
51	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
52	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
53	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
54	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
55	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
56	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
57	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....

Cachet de la Mairie

Certifié par le maire,
A. Houffra

, le 20 mars 2016.



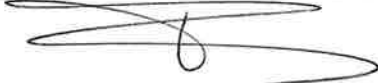


COMMUNE DE MOUTHE





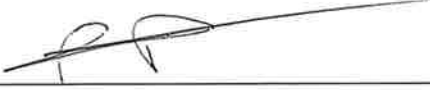

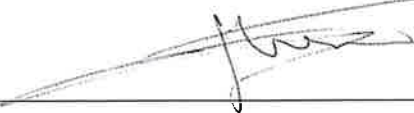




CONSEIL MUNICIPAL FEUILLET DE CLÔTURE DE LA SÉANCE DU 20 MARS 2026

Article R2121-9 du CGCT : Chaque feuillet clôturant une séance rappelle les numéros d'ordre des délibérations prises et comporte la liste des membres présents avec en regard, une place pour la signature de chacun d'eux, éventuellement, la mention de la cause qui les a empêchés de signer.

N° des délibérations	Objet des délibérations
DEL2026_34	ELECTION DU MAIRE
DEL2026_35	DETERMINATION DES ADJOINTS
DEL2026_36	ELECTION DES ADJOINTS
DEL2026_37	LECTURE DE LA CHARTE DE L'ELU LOCAL
DEL2026_38	DELEGATIONS CONSENTIES AU MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

Séance close à 21 heures 00

Nom, Prénom	Signature ou « A donné procuration à..... »
Mme SALVI Maud	
M. THIONNET Maxime	
Mme BERTHET Sylvie	

M. HAGLON Thierry	
Mme BAILLY Céline	
M. LETOUBLON Julien	
Mme GRESS Patricia	
M. BERTHET-TISSOT Alexandre	
Mme BAILLY Sonia	
M. CHABERT Julien	
Mme CLERGET Emilie	
M. COLOMBO Benoit	
Mme TROTIN Cécile	
M. BENOIT Christophe	
Mme SALVI Sandra	